

Décret 03-180 2003-06-04 PR/MSPI

Décret portant Organigramme du Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration.

Texte en vigueur

Table des matières

- Titre 1: De l'organisation
 - Chapitre 1: De la direction de Cabinet
 - Chapitre 2: Des Conseillers
 - Chapitre 3: De l'Inspection générale
 - Chapitre 4: De l'Administration générale
 - Section 1: Du Secrétariat Général
 - Paragraphe 1: De la Direction de la Coopération de la Programmation et de la Formation
 - Paragraphe 2: De la Direction des Etudes et de la Législation
 - Section 2: De la Direction Générale de la Police Nationale
- Titre 2: Dispositions diverses et finales

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 265/PR/2002 du 11 juin 2002 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret n° 139/PR/PM/2003 du 6 mai 2003 portant remaniement du Gouvernement ;

Vu le Décret n° 331/PR/PM/SGG/2002 du 26 juillet 2002 portant Structure Générale du Gouvernement et Attributions de ses Membres ;

Sur proposition du Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration.

Titre 1: De l'organisation

Article 1 : Le Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration est structuré comme suit :

1. Une Direction de Cabinet ;
2. Deux Postes de Conseillers ;
3. Une Inspection Générale ;
4. Une Administration Centrale.

Chapitre 1: De la direction de Cabinet

Article 2 : La Direction de Cabinet est placée sous l'autorité d'un Directeur.

La composition et les attributions de la Direction de Cabinet sont celles définies par le Décret n° 333/PR/PM/2002 du 26 juillet 2002.

Chapitre 2: Des Conseillers

Article 3 : Les attributions des Conseillers sont celles définies par le Décret n° 333/PR/PM/2002 du 26 juillet 2002.

Chapitre 3: De l'Inspection générale

Article 4 : Placée sous l'autorité d'un Inspecteur Général, l'Inspection Générale exerce une mission permanente de contrôle et d'évaluation sur l'ensemble des services relevant du Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration.

A ce titre, elle est chargée de :

1. Préparer et soumettre au Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration les objectifs et programmes généraux des missions d'inspection ;
2. Contrôler l'activité des services de l'administration centrale et des services de sécurité ;
3. Proposer des mesures administratives et disciplinaires ;

4. Contrôler l'utilisation des matériels et la gestion des crédits alloués aux services de sécurité ;
5. Exécuter en outre des missions spécifiques ordonnées par le Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration à qui elle rend compte.

Article 5 : Pour lui permettre d'accomplir sa mission, l'Inspecteur Général a accès à tous les dossiers, documents, livres comptables détenus par les Directions et Services. En cas de besoin, l'Inspection Générale peut faire appel à toute personne relevant d'autres administrations susceptible de l'aider dans l'accomplissement de sa mission.

Article 6 : l'inspecteur Général a rang et prérogatives de Secrétaire Général de Ministère. Il est assisté de deux (2) Inspecteurs ayant rang et prérogatives de Directeur Technique.

Article 7 : l'Inspecteur Général relève de l'autorité directe du Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration.

Chapitre 4: De l'Administration générale

Article 8 : l'Administration Centrale du Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration comprend:

1. Un Secrétariat Général ;
2. Une Direction Générale de la Police Nationale ;
3. Une Direction de la Coopération de la Formation et de la Programmation ;
4. Une Direction des Etudes et de la Législation.

Section 1: Du Secrétariat Général

Article 9 : Le Secrétariat Général est placé sous l'autorité d'un Secrétaire Général. L'organisation et les attributions du Secrétariat Général sont celles définies par le Décret n° 332/PR/PM/2002 du 26 juillet 2002 portant création , organisation et attributions des Secrétariats Généraux des Ministères.

Article 10 : Le Secrétariat Général comprend :

1. Une Direction de la Coopération, de la Programmation et de la Formation ;
2. Une Direction des Etudes et de la Législation.

Paragraphe 1: De la Direction de la Coopération de la Programmation et de la Formation

Article 11 : Placée sous l'autorité d'un Directeur, la Direction de la Coopération, de la Formation et de la Programmation est chargée de :

1. la coopération avec les partenaires en matière de sécurité ;
2. l'organisation de la formation, du recyclage et du perfectionnement du personnel en collaboration avec les Directions et/ou Services Techniques ;
3. l'organisation et le suivi des stages et séminaires en collaboration avec l'Ecole Nationale de Police ;
4. l'évaluation des besoins et la programmation des activités de formation et de perfectionnement en collaboration avec les Directions et/ou Services Techniques ;
5. la proposition d'attribution des distinctions honorifiques.

Paragraphe 2 : De la Direction des Etudes et de la Législation

Article 12 : Placée sous l'autorité d'un Directeur, la Direction des Etudes et de la Législation est chargée de :

1. appliquer la réglementation en matière d'armes à feu : autorisations d'acquisition et de détention, de port, d'importation et de commercialisation d'armes ;
2. délivrer les autorisations d'importation et d'exploitation des radios émetteurs - Récepteurs ;
3. délivrer les autorisations de circuler sur l'ensemble du territoire national ;
4. veiller au respect de la légalité dans le cadre des attributions du Ministère ;
5. préparer et mettre en forme tous les projets des textes de nature législative ou réglementaire initiés par le Ministère ;
6. préparer conformément à la réglementation la défense des intérêts de l'Etat en justice, chaque fois que le Ministère est impliqué dans une affaire. A ce titre, elle collabore avec le service du Contentieux administratif du Secrétariat Général du Gouvernement ;

7. étudier et traiter les questions liées aux problèmes de frontières et assurer leur suivi en collaboration avec les institutions compétentes.

Section 2: De la Direction Générale de la Police Nationale

Article 13 : La Direction Générale de la Police Nationale est placée sous l'autorité d'un Directeur Général. L'organisation et les attributions de la Direction Générale de la Police Nationale sont celles définies par le Décret n° 158/PR/MSPI/2003 du 23 mai 2003.

Titre 2: Dispositions diverses et finales

Article 14 : l'organisation et les attributions des services de l'Inspection Générale et des différentes directions sont fixées par Arrêté du Ministre.

Article 15 : Le Secrétaire Général et l'Inspecteur Général sont nommés par Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

Le Secrétaire Général peut être assisté d'un Adjoint nommé dans les mêmes conditions.

Article 16 : Le Directeur de Cabinet, les Conseillers Techniques et les Inspecteurs sont nommés par Décret sur proposition du Ministre.

Les Directeurs Techniques peuvent être assistés d'Adjoints nommés dans les mêmes conditions.

Article 17 : Le Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent Décret.

Article 18 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment celles du Décret n° 399/PR/MISD/97 du 10 septembre 1997 portant organigramme du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation, prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Signature : le 4 juin 2003

Idriss Déby, Président de la République ;
Haroun Kabadi, Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Abderahman Moussa, Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration

Version 1

Date de début : 4 juin 2003

Origine : Banque Tchadienne de Données Juridiques

Émetteur : TCHAD

Étendue : Nationale

Nombre d'articles : 18

Texte répertorié dans les domaines :

- BAPP Administration et pouvoirs publics
 - ORGANISATION ADMINISTRATIVE
- BAPP Administration et pouvoirs publics
 - ORGANISATION ADMINISTRATIVE
 - Administration centrale
- BAPP Administration et pouvoirs publics
 - ORGANISATION ADMINISTRATIVE
 - Administration centrale
 - Gouvernement
 - Ministères
- BAPP Administration et pouvoirs publics
 - ORGANISATION ADMINISTRATIVE
 - Administration centrale
 - Gouvernement
 - Ministères

- Création, organisation, attribution